



**UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE –
CHIRURGIENS DENTISTES DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**

**Siège Social : 6 Allée André Bourland
21000 DIJON**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024**



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **(Exercice clos le 31/12/2024)**

Aux Membres,

**UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE -
CHIRURGIENS DENTISTES DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE**
6 Allée André Bourland
21000 DIJON

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE - CHIRURGIENS DENTISTES DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les subventions comptabilisées correspondent aux subventions d'exploitation attribuées au titre de l'année 2024 pour un montant de 293 086 euros. Dans le cadre de nos diligences nous avons notamment analysé la prise en compte des subventions reçues au cours de l'exercice et leur rattachement à l'exercice qu'elles financent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHEVIGNY SAINT SAUVEUR
Le 21 juin 2025



SAS AUCAP AUDIT
Commissaire aux comptes
Représentée par Fanny Champeaux



Peggy GILLET
Présidente de la SAS AUCAP AUDIT

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	105 980	79 914	26 066	23 401	2 665	11.39
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles				4 800	4 800	100.00
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	7 918	7 918				
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	15		15	15		
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	2 625		2 625	2 625		
	Total II	116 538	87 832	28 706	30 841	2 135	6.92
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés						
	Autres créances	96		96		96	
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	58 574		58 574	56 827	1 747	3.07
	Disponibilités	722 028		722 028	613 661	108 367	17.66
	Charges constatées d'avance (3)	12 848		12 848	12 841	7	0.05
	Total III	793 546		793 546	683 330	110 217	16.13
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	910 085	87 832	822 252	714 171	108 082	15.13

(1) D'En / A: Au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	675 549	578 840	96 709	16.71
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	90 290	96 709	6 419	6.64
	Subventions d'investissement	12 500	12 500		
	Provisions réglementées				
	Total I	778 339	688 049	90 290	13.12
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit				
	Concours bancaires courants	11	11	0	0.80
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 910	4 034	3 876	96.08
	Dettes fiscales et sociales	13 781	13 035	746	5.72
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	22 212	9 042	13 169	145.64
	Produits constatés d'avance (I)				
	Total IV	43 914	26 122	17 792	68.11
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	822 252	714 171	108 082	15.13

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins de 12 mois 43 914 26 122

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services						
Chiffre d'affaires NET						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			293 086	280 941	12 145	4.32
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			0	34	33	98.96
Autres produits						
Total des Produits d'exploitation (I)			293 087	280 975	12 112	4.31
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			127 598	91 000	36 598	40.22
Impôts, taxes et versements assimilés			3 159	3 099	60	1.94
Salaires et traitements			45 832	42 088	3 744	8.90
Charges sociales			19 991	19 348	643	3.32
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			13 335	14 891	1 556	10.45
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			5 009	22 545	17 536	77.78
Total des Charges d'exploitation (II)			214 925	192 971	21 954	11.38
I - Résultat d'exploitation (I-II)			78 162	88 004	9 842	11.18
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	14 970	10 585	4 386	41.43
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	14 970	10 585	4 386	41.43
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	14 970	10 585	4 386	41.43
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	93 132	98 589	5 457	5.53
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII				
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII				
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)				
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	2 842	1 880	962	51.17
Total des produits (I+III+V+VII)	308 057	291 560	16 497	5.66
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	217 767	194 851	22 916	11.76
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	90 290	96 709	6 419	6.64

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 822 252.40 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 293 087 Euros et dégageant un excédent de 90 289.91 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Descriptif du modèle économique :

L'URPS a principalement pour but :

- d'être un interlocuteur privilégié en matière de santé et d'organisation des soins bucco-dentaires auprès de ses différents partenaires institutionnels, notamment l'Agence Régionale de Santé;
- de mettre en place des actions (aides, formations, subventions, documentations, etc...) en faveur de la profession et des patients, que ce soit par ses propres moyens, via des contrats ou conventions passés avec ses partenaires, ou au travers de projets interprofessionnels.

Les moyens mis en oeuvre :

Les moyens de l'URPS correspondent aux ressources financières dont elle dispose, composées essentiellement des dotations qui lui sont versées annuellement par l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale), elles-mêmes correspondant à une fraction du produit des cotisations des chirurgiens-dentistes libéraux de France, collectées par les URSSAF. Les moyens de l'URPS peuvent aussi provenir de subventions spécifiques sur projet, notamment de la part de l'Agence Régionale de Santé.

Les contributions spécifiques en nature :

Le modèle économique de l'URPS ne nécessite pas l'utilisation de contributions volontaires en nature de manière significative et indispensable. De ce fait, aucune procédure de traçage et de chiffrage n'a été mise en oeuvre à ce titre. En effet, l'activité des élus fait l'objet d'indemnisations autorisées par décret (art.R4031-8 du Code de la Santé Publique), pour lesquelles les modalités sont décrites dans le règlement intérieur de l'URPS. L'association compte 1 salarié assurant son fonctionnement au quotidien et la réalisation des missions.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2024 est dans la continuité de l'exercice précédent avec un excédent dégagé de 90 289,91 euros.

Les masques subsistent encore au 31/12/2024 et ont été comptabilisés en charges constatées d'avance pour un montant de 8 406,24 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	94 780		16 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	7 918		
TOTAL	7 918		
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières	2 625		
TOTAL	2 640		
TOTAL GENERAL	105 338		16 000

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	4 800		105 980	105 980
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			7 918	7 918
TOTAL			7 918	7 918
Autres titres immobilisés			15	15
Prêts, autres immobilisations financières			2 625	2 625
TOTAL			2 640	2 640
TOTAL GENERAL	4 800		116 538	116 538

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	66 579	13 335		79 914
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		7 918			7 918
	TOTAL	7 918			7 918
	TOTAL GENERAL	74 497	13 335		87 832
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	13 335			
	TOTAL GENERAL	13 335			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	2 625	2 625	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	96	96	
Charges constatées d'avance	12 848	12 848	
TOTAL	15 569	15 569	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	11	11		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 910	7 910		
Personnel et comptes rattachés	5 475	5 475		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 241	5 241		
Impôts sur les bénéfices	2 842	2 842		
Autres impôts taxes et assimilés	222	222		
Autres dettes	22 212	22 212		
TOTAL	43 914	43 914		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Une dépréciation est constatée si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable. Pour l'exercice clos le 31/12/2024 aucune dépréciation n'a été constatée.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.